

**Conseil Exécutif du 18 novembre 2019**

**RAPPORT AU CONSEIL EXÉCUTIF**

**LOCATION D'UNE PARTIE À LA QUARANTAINE DE MIQUELON PAR M THIERRY GAUTIER,  
GÉRANT DE L'EXPLOITATION AGRICOLE « LA FERME DE L'OUEST »**

L'objet de la présente délibération est d'autoriser l'utilisation d'une partie des bâtiments de la Quarantaine de Miquelon par M Thierry GAUTIER, gérant de l'exploitation agricole « La Ferme de l'Ouest », dans le cadre de son activité d'élevage. M GAUTIER a demandé à louer un espace afin de stocker temporairement de la paille et du foin pendant une durée de 6 mois (du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 30 avril 2020).

Le local de la Quarantaine concerné par cette activité est la suivante :

<b>Lieu</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Surface</b>	<b>Usage</b>
Partie Sud-Ouest de l'aile Sud de la Quarantaine de Miquelon	Fumière	150 m <sup>2</sup>	Stockage de paille et de foin

Un projet de contrat de location d'une durée de six mois, a donc été établi par le Pôle Développement Durable qu'il propose de signer.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,**

**Stéphane LENORMAND**

**Conseil Exécutif du 18 novembre 2019**

**DÉLIBÉRATION N°238/2019**

**LOCATION D'UN ESPACE À LA QUARANTAINE DE MIQUELON PAR M THIERRY GAUTIER,  
GÉRANT DE L'EXPLOITATION AGRICOLE « LA FERME DE L'OUEST »**

**LE CONSEIL EXÉCUTIF DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON**

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** la délibération n°51/2013 du 25 mars 2013 revalorisant les tarifs d'occupation des locaux de la quarantaine et du bâtiment SPEC, des salines et des terrains à destination des abris de chasse et de pêche de la Collectivité Territoriale ;
- VU** la demande de l'exploitation « La Ferme de l'Ouest » dont le gérant est Monsieur Thierry GAUTIER, en date du 27 septembre 2019 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

**Article 1 :** Le Conseil Exécutif décide de mettre en location un espace de 150 m<sup>2</sup> de l'aile Sud de la Quarantaine de Miquelon à l'exploitation agricole « La Ferme de l'Ouest » pour le stockage de paille. L'espace concerné se situe dans la partie fumièrre de la partie sud-ouest pour une surface de 150 m<sup>2</sup>. Le contrat de location correspondant sera conclu pour une période de six mois du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 30 avril 2020, sur la base de 3 €/m<sup>2</sup>, soit 223.15 €.

**Article 2 :** Le Président du Conseil Territorial ou son représentant est autorisé à signer, conjointement avec l'exploitant agricole de l'entreprise concernée, le contrat de location correspondant ci-annexé, qui reprend les conditions générales d'occupation et d'utilisation de ces bâtiments.

**Article 3** : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Adopté**

7 voix pour

0 voix contre

0 abstention

Membres du C.E. : 8

Membres présents : 7

Membres votants : 7

**Transmis au représentant de l'État**

**Le 19/11/2019**

**Publié le 19/11/2019**

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Le Président,**

**Stéphane LENORMAND**

**PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;

- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.

*Approuvée en Conseil Exécutif du xx novembre 2019*

## **CONVENTION**

### **OCCUPATION D'UN ESPACE À LA QUARANTAINE SITUÉ SUR LA COMMUNE DE MIQUELON-LANGLADE AU PROFIT DE « LA FERME DE L'OUEST »**

#### **ENTRE**

La Collectivité Territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon  
Hôtel du Territoire, 2 place Monseigneur François MAURER, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon  
Représentée par le Président du Conseil Territorial, Monsieur Stéphane LENORMAND  
Ci-après dénommée « la Collectivité Territoriale »

D'une part

#### **ET**

La Ferme de l'Ouest  
BP 8619, 97500 Miquelon  
Représentée par son gérant, Monsieur Thierry GAUTIER  
Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

D'autre Part

#### **Exposé**

La présente convention, consentie par une personne de droit public, est établie en considération de la mission d'intérêt général de ladite personne. Les présentes comportant diverses clauses dérogeant au droit commun, la convention ci-dessous constitue un contrat administratif, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État et du Tribunal des Conflits. Le bénéficiaire déclare en avoir connaissance et l'accepter sans réserve.

Le bénéficiaire a demandé l'autorisation d'occuper un espace situé à la Quarantaine sur la Commune de Miquelon.

Cette demande a fait l'objet d'une délibération du Conseil Exécutif du Conseil Territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon n° /2019 du XX novembre 2019 autorisant son Président à signer la présente convention.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### **Article 1<sup>er</sup> : Autorisation d'occupation**

La Collectivité Territoriale donne bail au bénéficiaire, une partie de la Fumière située au Sud-Ouest de l'aile Sud de la Quarantaine de Miquelon.

### **Article 2 : Destination des biens loués**

Le bénéficiaire utilisera le local dans le cadre de son activité d'élevage afin de stocker de la paille et du foin. Tout changement d'affectation doit faire l'objet d'une autorisation de la Collectivité Territoriale.

### **Article 3 : Durée et renouvellement**

La présente convention est consentie pour une période de 6 mois du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 30 avril 2020 et qui ne sera pas renouvelée par tacite reconduction.

### **Article 4 : Redevance**

Conformément à la délibération n°51/2013 du 25 mars 2013, la présente convention est consentie moyennant un tarif annuel de trois euros le mètre carré occupé, soit une redevance calculée au prorata du nombre de jours occupés soit **DEUX CENT VINGT TROIS EUROS ET QUINZE CENTIMES (223.15 €)**.

Redevance que le bénéficiaire s'oblige à verser à la Direction des Finances Publiques de Saint-Pierre-et-Miquelon sur ordre de recettes émis par l'ordonnateur du budget de la Collectivité Territoriale.

### **Article 5 : État des lieux**

La Collectivité Territoriale est réputée délivrer le local et ses installations en bon état d'usage.

Dans le mois de l'entrée en jouissance, un état des lieux pourra être dressé contradictoirement entre un représentant de la Collectivité Territoriale et le bénéficiaire. À défaut, ce dernier sera réputé avoir reçu les lieux en bon état de réparations locatives.

### **Article 6 : Entretien – réparations**

Le bénéficiaire tiendra le local en bon état pendant la durée de l'occupation. Il supportera toutes réparations dont il a la charge, suite à des dégradations résultant de son fait ou de son activité.

Le bénéficiaire souffrira et laissera faire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de redevance, toutes les réparations qui deviendraient utiles ou nécessaires, alors même que la durée des travaux excéderait quarante jours.

Le bénéficiaire avisera la Collectivité Territoriale, sans délai, de toutes dégradations constatées dans les lieux loués justifiant des réparations du gros œuvre.

Fait à Miquelon, le

En trois exemplaires de trois pages chacun.

Pour la Collectivité Territoriale

Le bénéficiaire,  
La « Ferme de l'Ouest »

Représentée par son Gérant,  
Thierry GAUTIER